

de force imposé par les états contrôleurs. La sauvegarde des intérêts hégémoniques commence à s'effriter à partir des années 1970 parce que l'ensemble du système se transforme.

Un réseau d'obligations réciproques place le capital monopoliste au centre de l'hégémonie des nations. L'expansion des entreprises dans et hors des pays industrialisés constitue la base même d'une alliance réformiste entre la classe qui contrôle l'usage du sur-produit et celle qui bénéficie du plein emploi, de hausses salaires et de meilleurs avantages sociaux. Ce phénomène explique la délocalisation de la production, ou le fractionnement de la bourgeoisie internationale. Mais au cours de la dernière décennie, le déploiement du capital néglige les pays pauvres.

En rapport avec cette thèse, la démonstration de W. Andreff semble concluante. Le dynamisme des multinationales repose sur une expansion du capital vers des secteurs et des espaces non encore conquis. De 1967 à 1978, le pourcentage des investissements directs reçus par les pays en voie de développement (P.M.A. et P.V.D. à revenu intermédiaire) baisse de 21.7 à 13.

L'État remplit plusieurs fonctions: il hiérarchise les taux de profit, assainit les conditions sociales de la production, et à l'occasion produit directement dans certains secteurs. Or les régimes politiques dans les pays sous développés accusent une double spécificité: d'une part, ils sont placés dans une relation de subordination vis-à-vis des États du centre, et d'autre part, ils sont impliqués dans un tissu de rapports sociaux hétérogènes. Cette situation appelle l'intervention publique et pousse vers une redéfinition des pouvoirs de l'État et du capital, de manière à assurer l'extension et la modernisation de la production sous la gouverne du secteur public. Toutes les conditions se trouvent réunies pour protéger les intérêts des groupes dirigeants et des classes dominantes.

Il ne faut pas se leurrer. Ce sont les pays en développement non pétroliers qui payent la crise. Le déficit global du compte des transactions courantes a triplé entre 1972 et 1978 et doublé ensuite en 1981. Les prix de leurs exportations accusent un fléchissement de près d'un tiers en dix ans. La chute spectaculaire des prix des produits de base a entraîné pour les exportateurs une perte de recettes de 8 à 9 milliards de dollars pour la seule année 1981. Et pour les enforcer davantage, le relèvement des taux d'intérêts rajoute à la facture 15 à 20 milliards de dollars de 1979 à 1981. Les revenus dans les pays industrialisés baissent; ceux des pays du "Tiers-Monde" s'effondrent.

À mesure que se développent les contradictions de la reproduction du capital, il devient de plus en plus difficile pour les États de garantir la reproduction des rapports capitalistes. La redistribution du revenu et la régulation de la circulation, poursuivis tant bien que mal au niveau national, ne permettent pas de créer et maintenir globalement les conditions internationales favorables à la reproduction. La tendance est alors à l'action concertée au sein des organismes internationaux. Ce que individuellement chaque État ne peut réaliser (chez lui ou ailleurs), il veut bien, sous certaines